

# Comment l'Afrique peut bénéficier de la mondialisation

S. Ibi Ajayi

**L**A MONDIALISATION n'est pas un phénomène nouveau : elle peut se définir comme l'interaction croissante entre les activités, notamment économiques, des sociétés humaines de par le monde et leur intégration de plus en plus poussée. Cette définition est à la fois une description — les flux internationaux d'échanges, de capitaux et d'informations augmentent sur un marché mondial intégré — et une recommandation — il faut libéraliser les marchés nationaux et internationaux parce que la libre circulation des biens et services, des capitaux et de l'information aura un effet optimal sur la croissance économique et le bien-être de l'humanité.

Deux raisons expliquent la récente popularité du concept de mondialisation. La première tient à l'ampleur et à la rapidité du phénomène, et à la manière dont la technologie (en particulier dans les communications et les transports) est en train de changer le monde. Deuxièmement, il est désormais largement admis que la mondialisation n'est pas simplement la dernière théorie économique à la mode, mais que le monde subit de profondes transformations et est effectivement en train de devenir un village planétaire.

## La crise du développement en Afrique

Face à la mondialisation, l'Afrique doit tenir compte de ses objectifs les plus urgents : accélérer la croissance et le développement, et éradiquer la pauvreté, qui est non seulement largement répandue, mais aussi extrême dans certains pays. À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, la pauvreté demeure le problème le plus pressant de l'Afrique et la croissance économique est la

condition *sine qua non* de son éradication. Les pays africains doivent donc réaliser aussi vite que possible une croissance soutenue et rapide.

L'Afrique doit se poser plusieurs questions à propos de la mondialisation. Premièrement, après avoir échappé aux pires répercussions de la crise asiatique, l'Afrique doit-elle quand même participer à la mondialisation? Peut-elle rester à l'écart des changements qui bouleversent l'économie mondiale? Deuxièmement, quels sont les avantages et les inconvénients de l'intégration à l'économie mondiale? Comment limiter les risques inhérents à la mondialisation? Quels sont les principaux enseignements à tirer des crises et des modèles de

croissance des pays asiatiques pour mieux gérer les inévitables pièges de la mondialisation? Troisièmement, dans quelle mesure l'Afrique est-elle déjà intégrée à l'économie mondiale, si l'on en juge par les divers indicateurs disponibles, et comment peut-elle améliorer sa compétitivité sur les marchés internationaux? Quatrièmement, la mondialisation est-elle la panacée à tous les problèmes économiques de l'Afrique? Cinquièmement, quelles mesures les pays africains doivent-ils prendre pour tirer le meilleur parti possible de la mondialisation?

## Moyens d'intégration économique

Plusieurs raisons incitent nombre d'observateurs à prôner une intégration plus poussée de l'Afrique à l'économie mondiale. Les principales sont ses médiocres résultats économiques — qui tiennent à plusieurs facteurs, dont un passé colonial, une géographie défavorable, une forte dépendance à l'égard des exportations



«La marginalisation économique de l'Afrique — résultat de politiques relativement isolationnistes et du manque d'ouverture sur l'extérieur — explique pourquoi la majeure partie du continent ne connaît pas la prospérité économique.»

de produits primaires et des erreurs de politique macroéconomique — et les avantages qu'elle pourrait tirer de la mondialisation. La marginalisation économique de l'Afrique — résultat de politiques relativement isolationnistes et du manque d'ouverture sur l'extérieur — explique pourquoi la majeure partie du continent ne connaît pas la prospérité économique. L'intérêt pour une économie plus ouverte repose sur un postulat simple mais solide : l'intégration économique aura pour effet d'améliorer les résultats économiques. De plus, la mondialisation ouvrira d'autres perspectives — par exemple une expansion des débouchés et l'accès à des technologies et à des idées nouvelles — qui peuvent conduire non seulement à accroître la productivité, mais aussi à élever le niveau de vie.

**Commerce international.** Le commerce international constitue, pour la plupart des pays, le premier moyen d'intégration économique. Le commerce reste le principal outil dont l'Afrique dispose pour participer et s'intégrer pleinement à l'économie mondiale. Cependant, son offre est concentrée sur un nombre limité de produits de base pour lesquels sa part de marché diminue. Pendant la période 1960–69, la part moyenne de l'Afrique dans les exportations et les importations mondiales était de 5,3 % et de 5,0 %, respectivement. Pour la période 1990–98, ces chiffres étaient tombés à 2,3 % et à 2,2 %. Cette diminution s'explique, entre autres, par le caractère restrictif des régimes de commerce, la lente progression du revenu par habitant, le coût élevé du transport et l'éloignement par rapport aux principaux marchés. Bien que les pays africains aient accompli des progrès notables dans la libéralisation des échanges pendant les années 90, leurs politiques commerciales restent en moyenne plus protectionnistes que celles de la plupart de leurs partenaires commerciaux et concurrents.

**Mouvements de capitaux.** S'agissant des marchés de capitaux, deuxième voie d'intégration, l'Afrique fut sans doute le premier continent à s'intégrer à l'économie mondiale : la part de la richesse de l'Afrique détenue à l'étranger est plus élevée que pour tout autre continent. Les estimations du ratio des capitaux ayant fui les pays africains au produit national brut de l'Afrique vont de 24 à 143 %. Par ailleurs, l'Afrique ne figure pas au nombre des principaux bénéficiaires de la progression, à l'échelle mondiale, des mouvements de capitaux privés. L'Afrique a donc aussi été privée des avantages généralement associés à ceux-ci, par exemple création d'emplois et transfert de technologies et de compétences de gestion et d'organisation. Pendant la période 1990–94, le taux net de rendement de l'investissement se situait entre 20 et 30 % en Afrique, contre 16 à 18 % pour l'ensemble des pays en développement. L'Afrique n'a pourtant pas réussi à attirer les flux de capitaux dont elle a besoin du fait de la mauvaise image de ses activités économiques et politiques, des déficiences de ses infrastructures et de l'inadaptation de son appareil juridique,

notamment pour ce qui est de l'exécution des contrats.

L'Afrique donne à l'investissement direct étranger (IDE) une place de choix du fait de sa contribution potentielle à la croissance économique. Malgré une progression de l'IDE dans les pays en développement ces dernières années, la part de l'Afrique n'a pas dépassé 3 %. Pour attirer plus d'IDE, nombre de pays africains ont notamment accéléré le processus d'approbation, aboli les restrictions au rapatriement des bénéfices, mis en place de généreuses incitations fiscales et autorisé les investisseurs étrangers à participer à la privatisation d'entreprises publiques.

**Migration.** Le déplacement de populations d'un pays dans un autre constitue le troisième moyen d'intégration. Au fil des ans, et en plus grand nombre ces derniers temps, beaucoup d'Africains sont partis au Canada, aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni, essentiellement en raison des mauvaises conditions de travail, de la détérioration des infrastructures, de l'instabilité politique et de conflits dans leurs pays. On estime à plus de 30.000 le nombre

d'Africains titulaires de doctorats qui travaillent en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Au nombre des avantages de l'émigration, on peut citer les envois de fonds par les travailleurs émigrés, qui assurent à leur pays d'origine un afflux régulier de devises, et l'établissement de contacts qui peuvent permettre d'acquérir de meilleures compétences, d'accumuler de l'expérience et d'utiliser les technologies les plus récentes. La diaspora africaine peut donc apporter une contribution importante au développement du continent.

**Progrès des télécommunications et des transports.** Les principaux moteurs de la mondialisation sont non seulement l'amélioration des moyens de communication et de transport, mais aussi la baisse du coût des communications. Le prix des appels téléphoniques a chuté dans la plupart des pays, et le nombre de téléphones a augmenté partout, sauf en Afrique, où le secteur du téléphone est caractérisé par de faibles taux de pénétration du réseau, un matériel obsolète et de longues listes d'attente pour obtenir une ligne. En 1996, on ne comptait encore que 2 lignes téléphoniques pour 100 Africains. La durée d'attente moyenne pour avoir un téléphone était de 3 ans et demi, un record mondial. L'infrastructure des télécommunications est la porte d'accès à Internet, qui est au cœur des technologies de l'information indispensables à une économie de marché. Une intégration complète à l'économie mondiale exige un système téléphonique en bon état de fonctionnement, aisément accessible et abordable.

Si l'Afrique reste la région du monde où le nombre de téléphones et d'ordinateurs est le plus bas, elle demeurera marginalisée et coupée des technologies de l'information et du savoir, et donc incapable d'affronter la concurrence sur les marchés mondiaux. L'Afrique doit prendre les mesures nécessaires pour remédier à ses lacunes dans ce domaine.

## Tirer le plus grand parti possible de la mondialisation

Quatre points sont à souligner.

Premièrement, la mondialisation n'est pas une panacée : elle ne résoudra pas tous les problèmes économiques de l'Afrique. L'intégration à l'économie mondiale est une condition nécessaire à la croissance, mais elle ne suffira pas. Une croissance durable et un recul de la pauvreté dépendent aussi d'autres facteurs, notamment la stabilité macroéconomique, un ratio élevé de l'investissement au PIB, des systèmes juridiques et comptables fiables, ainsi que des institutions publiques responsables. L'expérience montre que les pays ayant enregistré une croissance rapide sont ceux qui ont investi une part élevée de leur produit intérieur brut et préservé la stabilité macroéconomique. L'Afrique doit aussi fonder ses perspectives de croissance sur la mise en valeur du capital humain, le développement des infrastructures physiques et la mise en place d'institutions solides. Elle doit favoriser le développement du secteur privé et établir le cadre macroéconomique nécessaire à sa viabilité. Une bonne gestion des affaires publiques, qui met l'accent sur la responsabilisation, la transparence et le renforcement des institutions — fonction publique, système bancaire solide et pouvoir judiciaire digne de confiance et indépendant —, est indispensable aussi.

Deuxièmement, il est peu probable qu'une libéralisation du régime de commerce fasse progresser le volume des échanges si elle ne s'accompagne pas d'une croissance de qualité.

Troisièmement, si elle veut profiter de la mondialisation de l'économie, l'Afrique doit opérer des réformes pour devenir compétitive et être en mesure de se lancer dans de nouveaux domaines.

Quatrièmement, le niveau d'éducation, le développement des infrastructures et la stabilité macroéconomique étant différents d'un pays africain à l'autre, la mondialisation ne présentera vraisemblablement pas les mêmes avantages pour tous. L'Afrique a beaucoup à apprendre de la stratégie de développement de l'Asie, qui a profité de son ouverture au monde pour enregistrer une croissance de 5 % ou plus du revenu par habitant — une stabilité enviable —, avec peu de récessions et un recul remarquable de la pauvreté. Ces progrès s'expliquent par l'importance que les pays d'Asie ont accordée à l'éducation et à la technologie, à une stratégie axée sur l'exportation, à la stabilité du climat macroéconomique et au niveau élevé de l'épargne et de l'investissement.

Que doit faire l'Afrique pour tirer le meilleur parti de la mondialisation?

**Commerce.** La stratégie commerciale de l'Afrique doit comporter deux volets. Au niveau national, les pays africains doivent libéraliser les échanges en éliminant les obstacles

«Les acteurs du commerce international ne sont pas tous sur un pied d'égalité. Les pays industrialisés devraient lever les restrictions aux importations africaines, et les pays africains devraient élaborer une stratégie commerciale coordonnée.»



S. Ibi Ajayi est professeur au département d'économie de l'université d'Ibadan, Nigéria.

au commerce, en adoptant des politiques de change appropriées et en diversifiant leurs exportations. Au niveau international, les avis divergent quant à la stratégie à adopter. Certains estiment que l'Afrique doit mettre l'accent sur les produits primaires, où elle dispose d'un avantage comparatif. D'autres pensent plutôt à long terme, faisant valoir que l'Afrique devra promouvoir résolument l'industrie manufacturière et l'exportation de produits manufacturés si elle veut voir sa productivité augmenter rapidement. Le fait de disposer d'un avantage comparatif dans le secteur manufacturier serait pour elle un tremplin vers l'économie mondiale.

Toutefois, ce ne sera pas simple. Le secteur manufacturier n'est pas compétitif pour plusieurs raisons. Premièrement, les pouvoirs publics n'ont développé ni les capacités techniques ni les connaissances spécifiques requises pour accroître l'efficacité, élément fondamental d'une industrialisation réussie. Deuxièmement, le succès à l'exportation dépend de l'efficacité technique des entreprises, elle-même tributaire d'une politique qui encourage l'innovation et les économies d'échelle. Troisièmement, les coûts de transaction en Afrique sont généralement considérables pour diverses raisons, dont le niveau élevé des obstacles tarifaires et non tarifaires, les coûts élevés du transport international, la mauvaise qualité des systèmes téléphoniques et le manque de fiabilité des infrastructures de base (eau et électricité, par exemple). Dans la mesure où l'industrie manufacturière implique de multiples transactions, ce secteur est inexistant dans certains pays africains et extrêmement réduit dans d'autres.

À l'heure actuelle, les acteurs du commerce international ne sont pas tous sur un pied d'égalité. Les pays industrialisés devraient lever les restrictions aux importations de produits africains, tandis que les pays africains devraient élaborer une stratégie commerciale coordonnée et jouer un rôle plus actif dans les négociations commerciales, à la fois en demandant et en faisant des concessions.

**Mouvements de capitaux.** Nombre de pays africains cherchent à attirer les investisseurs étrangers, par exemple en libérant leur législation sur l'investissement, en offrant des incitations fiscales, en assouplissant les restrictions à l'entrée sur le marché national et au rapatriement des bénéfices, et en renforçant leurs systèmes bancaire et financier afin d'éliminer les faiblesses du type de celles qui ont provoqué la crise asiatique.

**Dettes.** Il est clair que le fardeau de la dette extérieure de l'Afrique constitue un sérieux obstacle à l'investissement et à un regain de croissance. La réduction ou l'élimination de ce fardeau est indispensable pour le développement de l'Afrique. **F&D**

# UNE CARRIÈRE AU FMI



## vous intéressez?

**Le FMI** recherche économistes et cadres expérimentés ayant un profil de carrière qui répond à ses besoins.

Les qualifications requises sont de haut niveau. Vous devez au minimum être titulaire d'une maîtrise en macroéconomie ou autre discipline apparentée et avoir une solide expérience en matière de politique économique. Un niveau de qualification analogue est exigé pour les autres profils de carrière.

Le FMI offre un programme de stages d'été, un programme de durée déterminée pour les agents ou assistants de recherche et un programme-économistes.

Pour plus de renseignements, veuillez consulter notre site Internet [www.imf.org](http://www.imf.org).

## Abonnez-vous à **Finances & Développement**

Pour comprendre en profondeur les tendances de l'économie mondiale, les décideurs du monde des affaires, de la finance et du secteur public de plus de 180 pays lisent *Finances & Développement*, qui paraît en mars, juin, septembre et décembre.

### Formulaire de demande d'abonnement à compléter et à nous renvoyer

Nom \_\_\_\_\_  
(Prénom) (Nom de famille)

Organisation \_\_\_\_\_ Titre \_\_\_\_\_

Rue ou boîte postale \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ État/Province \_\_\_\_\_

Pays \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Voie de surface (gratuit)  Voie aérienne (20 \$ par an)

**Mode de paiement** (le règlement se fait à la commande)

Chèque ou mandat en dollars E.U. ci-joint  
(chèque en dollars E.U. à l'ordre de IMF Publication Services)

Veuillez débiter de \_\_\_\_\_ \$ ma carte

American Express  MasterCard  VISA Date d'expiration \_\_\_\_ / \_\_\_\_  
Mois Année

Numéro \_\_\_\_\_ - \_\_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_ Télécopie \_\_\_\_\_  
(Obligatoire)

### Catégorie professionnelle

- 1  Étudiant
- 2  Banque centrale
- 3  Ministère des finances
- 4  Banque commerciale
- 5  Autre établissement financier
- 6  Organisme de planification
- 7  Organisme international ou régional
- 8  Bibliothèque publique
- 9  Enseignant (enseignement supérieur)
- 10  Autre organisme gouvernemental
- 11  Organisation non gouvernementale
- 12  Presse
- 13  Entreprise privée
- 99  Autre \_\_\_\_\_

### International Monetary Fund

Publication Services

Box FD401

Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : (202) 623-7430

Fax : (202) 623-7201

E-mail : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org)

### Édition choisie

- Anglais  Arabe  Chinois  Espagnol  Français